

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 8 SEPTEMBRE  
N° 249 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission paritaire : 56 942

\* \*

LES LUTTES  
CONTRE  
LE PROGRAMME  
NUCLÉAIRE :  
QUELS OBJECTIFS ?

PAR ÉRIC BRÉHAT

lire p.2

**Pendant que Barre organise  
l'austérité**

## LA "RIPOSTE" DE MARCHAIS SÉGUY MAIRE DES DISCOURS POUR FAIRE PATIENTER

Conférence de presse de Marchais, discours de Séguy et de Maire, la journée d'hier a été fertile en déclarations de guerre au gouvernement de la part de ceux qui se disent représentants des travailleurs.

Toutes ces interventions ne sont pas à l'unisson. Marchais et Séguy, fidèles à la stratégie de l'union du peuple de France du PCF, appellent au rassemblement contre l'impôt sécheresse d'un front commun englobant tous les salariés de l'OS au cadre supérieur. Le PCF ajoute à cette large union les paysans du plus misérable au plus gros agrarien et les petits patrons. Une telle union entre exploités et exploités, profi-

teurs de la sécheresse et victimes ne peut se faire que sur la base des intérêts et des privilèges des cadres, des patrons et des gros paysans, au détriment des intérêts des travailleurs et des petits paysans.

Pris de vitesse par Séguy, préoccupé de ne pas se laisser déborder par la mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité, Maire a dû se prononcer sur la proposition d'un front syndical commun. Il ne pouvait donner sa caution, au moins dans l'immédiat à une initiative de la direction de la CGT, c'était faire le jeu électoral du PCF. Et surtout, Maire doit compter sur une forte opposition à l'intérieur de

la CFDT à la ligne de collaboration de classe. C'est pourquoi Maire qui sur le fond est d'accord avec Séguy, a exposé certaines divergences avec le «front syndical commun». A Lyon, il s'est dit d'accord avec la CGT, mais a exprimé son désaccord sur le front commun avec la CGC. Mais il n'a fait aucune proposition d'action contre le plan d'austérité que prépare le gouvernement.

Les propositions de Séguy et l'absence de propositions de Maire, ne peuvent évidemment satisfaire les travailleurs qui s'interrogent sur la riposte à opposer au plan Barre, et à la démagogie sur la «solidarité nationale».

Le front syndical commun n'est pas de nature à mettre en échec le gouvernement. Les cadres et les patrons tiennent leurs profits et leurs privilèges de l'exploitation des travailleurs, ce n'est pas eux qui la remettront en cause, leur timide opposition au gouvernement est limitée à la défense de leurs privilèges.

Dans une situation où la bourgeoisie est hésitante sur la politique à suivre, craignant la riposte populaire, l'attitude et les propositions des directions syndicales et des partis de gauche ne peuvent que la conforter dans sa volonté de faire lourdement payer la crise aux travailleurs, car elle sait qu'elle peut compter sur eux pour freiner les luttes.

10 et 11 septembre

## NOUVELLE COORDINATION DE LUTTES À BESANÇON

La deuxième réunion de la coordination de Besançon est convoquée pour les 10 et 11 septembre. Les thèmes de débat ne manquent pas : quel doit être le statut de cette coordination, sa fonction ? Comment définir dans ce cadre une tactique de lutte et quels objectifs se fixer ? Quelles luttes coordonner ? Comment participer à la construction de l'unité populaire ?

Nous avons commencé à débattre de ces questions avec des travailleurs en lutte qui participeront à la réunion des 10 et 11 septembre. Nous publions aujourd'hui l'interview de trois ouvriers de l'IMRO, imprimerie rouennaise occupée pendant dix mois et évacuée par les flics au mois de juillet.

Aujourd'hui, interview  
de travailleurs de l'IMRO  
en page 5

## UN MIG 25 AU JAPON

### Les 2 super-puissances préparent la guerre



Après l'atterrissage du MIG 25 soviétique au Japon, des «personnes non identifiées ont été vues en train d'observer minutieusement l'appareil», disent les journaux américains. Les Américains exultent car ils ont pour la première fois les moyens d'étudier un MIG 25, le meilleur avion de chasse du monde. Les soviétiques de leur côté ont entrepris des démarches pour que l'avion et le pilote soient rendus. Le gouvernement japonais a annoncé que 9 avions «inconnus» avaient survolé le

territoire japonais. Ce sont, sans doute, les premières pressions ouvertes de l'URSS pour que l'avion lui soit restitué.

Quant au pilote, il a obtenu l'asile politique qu'il réclamait aux USA ; il a payé son tribut en vantant «la liberté» US et en dénonçant la dictature en URSS. Mais il devra payer encore plus cher sa bétise : les renseignements américains lui demanderont de dévoiler tout ce qu'il sait des installations

militaires et du système d'agression soviétique, qu'il est bien placé pour connaître. Aussi, plus encore que le MIG 25, c'est la fuite du pilote qui constitue une défaite pour les soviétiques.

Cet incident révèle dans toute son ampleur, la course aux armements menée par l'URSS et la rivalité acharnée à laquelle se livrent les deux pays pour la suprématie militaire.

suite p. 7

Le renforcement de l'unité  
nationale palestinienne

voir p. 12

A BAALBECK, DANS LA BEKAA :

**10 000  
MANIFESTANTS  
CONTRE  
L'OCCUPATION  
SYRIENNE**

voir p. 7

suite p. 6



## DOSSIER

## LA FRANCE NUCLÉAIRE (3)

LES LUTTES CONTRE LE PROGRAMME NUCLEAIRE  
QUELS OBJECTIFS ?

Les luttes menées contre l'implantation de nouvelles centrales nucléaires ont acquis aujourd'hui une importance telle que la bourgeoisie ne peut plus les ignorer, surtout lorsqu'elles ont revêtu un caractère très déterminé comme à Plogoff ou à Creys Malville. Pourtant, en dépit du très grave danger que représente un parc de cinquante centrales pour les années 85, elles n'ont pas encore abouti à des reculs significatifs, au niveau de l'ensemble du programme. Le mouvement anti-nucléaire semble se développer à côté des autres luttes menées par les travailleurs. Aux arguments des militants écologistes, repris lors des manifestations, la bourgeoisie répond qu'on «ne peut pas aller contre le progrès» et envoie les CRS. La question est bien de savoir de quel progrès il s'agit, de quelle époque historique il est le produit.

POURQUOI FAUT-IL LUTTER CONTRE  
LE PROGRAMME NUCLÉAIRE

Les arguments avancés contre le programme électronucléaire se rattachent à cinq questions :

— Par leur faible rendement thermodynamique (rejet de plus de chaleur qu'il n'en est produit), les centrales nucléaires réchauffent les cours d'eau où elles puisent leur eau de refroidissement. Une élévation de température de cinq degrés sur le Rhône (ce sera le cas avec les cinq ou six centrales prévues) peut être fatal pour son équilibre naturel.

— Par les effluents radioactifs rejetés au cours du fonctionnement, des risques de concentration de produits radioactifs, dans les chaînes alimentaires apparaissent, multipliés par ceux qu'engen-

tour des chantiers, des centrales et des transports de combustible.

Tous ces arguments ont été avancés et développés par les militants écologistes, en liaison avec les travailleurs du nucléaire. Ils sont basés sur des études sérieuses et les propagandistes que l'EDF forme spécialement pour y répondre sont obligés de tronquer la réalité. Mais à ces arguments dont les masses se saisissent et qu'il faut largement faire connaître, s'ajoute une conception d'ensemble selon laquelle le nucléaire serait, par principe, à rejeter, et le combat à mener serait différent des combats quotidiens de la classe ouvrière.

LE REMÈDE MIRACLE  
DU PCF

Pour les révisionnistes, le développement des moyens de production est toujours bon, quel que soit l'intérêt qu'il sert. C'est ce qui explique leur soutien bruyant à la «filrière française», et la position embarrassée de leurs élus devant le mouvement de protestation contre les sites nucléaires. Depuis l'abandon de la filière française, le PCF a découvert la solution miracle : nationalisation de toute l'industrie nucléaire. Mais il est vrai que lorsqu'on veut gérer un capitalisme d'Etat à la française, c'est le moyen le plus «rentable» !

drent le transport de milliers de tonnes de combustibles ou de déchets radioactifs.

— Tant qu'on ne saura pas transformer les déchets radioactifs de longue période en éléments à courte période, il est impossible de compter sur des moyens de stockage, dont personne ne peut assurer qu'ils résisteront des milliers d'années.

— Les centrales nucléaires construites selon les techniques actuelles, ne sont pas à l'abri de graves accidents entraînant un épandage massif de produits radioactifs très dangereux, cet incident pouvant prendre l'allure d'une explosion nucléaire dans le cas des surgénérateurs à haute puissance.

— La construction des centrales nucléaires va de pair avec un important déploiement policier au-

Face à cela, la bourgeoisie se fait fort de rappeler les précédents des débuts de l'industrialisation, les protestations qu'avaient soulevé la pose des premières lignes de chemin de fer, ou même l'apparition des premiers véhicules automobiles, bref, d'insinuer que l'opposition aux centrales nucléaires ne relève que d'une opposition latente au développement des moyens de production. René Dumont, ex-candidat écologiste aux élections présidentielles, n'hésite d'ailleurs pas à jouer ce jeu, allant même jusqu'à conseiller aux pays du Tiers-Monde de renoncer à leur industrialisation.

Ce débat mérite qu'on s'y arrête, car il est au cœur de bien d'autres questions sur le progrès technique et sa signification.



Un rassemblement à Creys Malville.

## «APRÈS MOI, LE DÉLUGE»

La comparaison faite avec les débuts de l'industrialisation où des réactions hostiles aux chemins de fer s'étaient effectivement produites est une mystification, car elle se rapporte à des périodes historiques différentes, et surtout à des points de vue différents. Lors de sa période ascendante, la bourgeoisie a développé des moyens de production et des techniques qui sont aujourd'hui des acquis même si la logique de ce développement était celle du profit. D'autre part, les réactions hostiles aux chemins de fer étaient de même nature que les bris de machines, et visaient à revenir en arrière.

La situation actuelle est de nature différente. Le système impérialiste dans son ensemble est dans son déclin, l'impérialisme français ne faisant pas exception, bien au contraire. D'autre part, les mobilisations de masse contre les projets de centrale partent du point de vue qu'il faut empêcher la réalisation de projets

mettant en cause les conditions de vie actuelles et futures des masses.

Certains des progrès techniques aujourd'hui mis en œuvre (ce n'est pas le cas de tous) présentent un caractère bien différent. Que penser du projet parfaitement irresponsable d'une économie centrale (100 fois plus importante que les actuels projets) sous la mer du Nord, là où personne ne risque de protester, étudié en collaboration avec l'Allemagne ? Classe proche de sa disparition, la bourgeoisie française suit le principe : «après moi le déluge». Cela va beaucoup plus loin que la seule question du nucléaire : c'est l'ensemble des ressources naturelles de la planète qui sont pillées, systématiquement et anarchiquement. C'est la Méditerranée qui est menacée de devenir une mer morte, au point que certains scientifiques se demandent si la dégradation qu'elle a subie n'est pas irréversible !

LE NUCLÉAIRE N'EST PAS  
«MAUVAIS» EN SOI

Mais, il est absurde de juger le progrès technique «en soi». L'énergie nucléaire est une forme d'énergie comme une autre, et il n'est pas question d'y renoncer sous prétexte qu'on ne la maîtrise pas aujourd'hui. Ce serait faire peu de cas de la capacité des masses à résoudre les

problèmes que posent la compréhension des phénomènes naturels et leur utilisation. Les peuples vietnamiens et cambodgiens, dont les pays ont subi l'agression la plus criminelle de tous les temps, dont les terres ont été couvertes de napalm et de défoliants dont

«l'accident» de Seveso nous montre les effets, n'ont pas baissé les bras. Au contraire, ces peuples, se sont mobilisés après la victoire pour reconstruire leur pays.

La France socialiste pour laquelle nous nous battons, le pouvoir des ouvriers et des paysans, auront éventuellement à utiliser les centrales nucléaires. De même qu'on ne pourra pas arrêter toutes les usines, de façon à reconcevoir leur conception, qui ne tient guère compte de la sécurité des travailleurs. Car nous savons, l'expérience du peuple chinois le prouve tous les jours, que la sécurité ne s'obtient pas en faisant l'économie de la lutte politique contre la logique capitaliste. Cette lutte ne peut pas se mener uniquement dans les bureaux d'étude. Elle se mènera aussi dans les usines.

MENER LA LUTTE SUR  
DES BASES DE CLASSE

C'est donc bien le programme nucléaire qu'il faut combattre, en voyant à quel point les grands dangers qu'il implique sont liés au caractère pourrissant de la classe qui l'a décidé. A ce titre, il faut accorder toute son importance à la situation des travailleurs du nucléaire. Les problèmes de sécurité qu'ils rencontrent sont de même nature que ceux de la sidérurgie ou de la chimie. Dans tous les cas, la rentabilité capitaliste est responsable des accidents. L'aveu des ingénieurs de la centrale allemande de Grundemmingen, expliquant que l'accident qui a coûté la vie à deux ouvriers, s'était produit parce qu'ils ne voulaient pas faire tomber la production, en dit assez

LE FRUIT  
D'UNE  
POLITIQUE  
ÉNERGÉTIQUE  
IMPÉRIALISTE

Le choix du «tout nucléaire», même avec les nuances que lui apporte le 7<sup>e</sup> Plan, succédant au tout pétrole des années soixante, illustre bien la logique qui guide le programme actuel. Tant qu'il était possible de piller à bon compte le pétrole des pays du Tiers-Monde, on pouvait laisser le nucléaire aux chercheurs, à condition qu'ils construisent des centrales susceptibles de produire du plutonium pour les bombes atomiques. Mais lorsqu'il fut devenu clair que les pays producteurs ne se laisseraient pas longtemps piller (et cela est bien antérieur à 73), il fallut faire des choix différents. Pas question de rouvrir les mines de charbon que le «tout pétrole» avait condamné : il fallait investir massivement dans une source d'énergie industriellement intéressante, susceptible de fournir des commandes importantes aux trusts de la chaudronnerie, de l'électromécanique et de la chimie (Creusot-Loire, Alsthom, PUK), et de donner naissance à une technologie exportable. Le nucléaire présentait tous les avantages à ce point de vue ! Peu importe les dangers qu'il pouvait faire courir. Ainsi, le licenciement des mineurs, les «accidents» ou plutôt les assassinats comme celui de Liévin (dû à la réouverture «conjoncturelle» d'un puits), et les dangers du programme nucléaire ont la même origine : la politique d'une bourgeoisie impérialiste que sa logique conduit aux pires choix, sans l'ombre d'un scrupule.

long à cet égard. Si différence il y a, elle vient de la gravité des accidents du nucléaire, de la période de décadence dans laquelle son utilisation a été décidée.

Jusqu'à présent, les travailleurs du nucléaire ont été les principales victimes de cette industrie, l'«accident» récent de Richland étant là pour le rappeler. Bien au contraire, les luttes contre les sites nucléaires se trouveront renforcées de leur liaison avec les luttes d'usine sur la sécurité, des connaissances de ceux du nucléaire, de l'intérêt commun qui les guidera. Il est possible de faire reculer la bourgeoisie.

Eric BREHAT



# VERS DE NOUVELLES RESTRICTIONS DE CREDIT

« Il n'y aura pas de nouvelles restrictions du crédit au second semestre 76 », ainsi s'exprimait Fourcade le 26 avril dernier à l'issue d'une réunion des ministres des Finances des Neuf. Monsieur Fourcade nous a habitué aux déclarations catégoriques, aux paris sur l'avenir rapidement démentis par les faits, ainsi à propos de l'évaluation des rythmes d'inflation. Cette prédiction sur le crédit sera probablement prochainement démentie.

Dans son arsenal anti-inflation, Barre compte en effet utiliser le renforcement de l'encadrement du crédit à la consommation. L'utilisation des restrictions de crédit si elle permet d'obtenir certains résultats intéressants le gouvernement, dont la limitation de la consommation a cependant des conséquences néfastes pour certaines branches de pro-

ductions inflationnistes, ces deux dernières mesures écartent du crédit une partie des travailleurs, c'est ce que recherche le gouvernement. Il réduit ainsi la consommation intérieure d'automobiles, d'appareils électro-ménagers, et il oblige les travailleurs qui ont un besoin impératif de ces biens à épargner, ce qui a pour effet de réduire la masse monétaire en circulation et donc de diminuer l'inflation.

Mais d'autre part, ces mesures de restriction en réduisant la consommation intérieure, risquent de mettre en difficulté les entreprises productrices de ces biens, du fait du rétrécissement de la demande intérieure. Toutes

elles avaient été assouplies pour être à nouveau durcies quelques mois plus tard. En mars, Fourcade avait ramené de trente à vingt quatre mois la durée du crédit à la consommation pour l'automobile et de vingt quatre à vingt et un mois pour l'électro-ménager, l'ameublement et les autres biens. Le montant de l'apport personnel obligatoire



duction. Dans son manuel universitaire d'économie politique, Barre considère que : « Le contrôle du crédit à la consommation est à la fois efficace et rapide dans ses résultats ; mais il affecte une demande s'adressant à quelques industries, dont les plans de production à court terme et à long terme peuvent être frappés de discontinuité ou d'incertitude. De plus, ces industries sont souvent celles où la productivité est relativement élevée et où le progrès technique est important. Il convient donc d'utiliser avec précaution cet instrument de la politique monétaire ». Par « utiliser avec précaution », Barre entend parvenir à réduire au maximum la consommation populaire sans affecter les capitalistes. Il lui faudra donc définir le dosage des mesures d'encadrement et leur durée en fonction de ces impératifs.

Fourcade a modifié à plusieurs reprises les conditions de crédit. Au moment du plan de relance,

avait été laissé à 20 % pour l'automobile.

Ces mesures avaient été prises pour limiter l'inflation, sans succès, on s'en rend compte. Barre devrait donc prendre des mesures plus sévères, à la fois pour s'opposer à l'inflation et pour diminuer la consommation intérieure afin de privilégier l'exportation. Ces mesures peuvent être de plusieurs ordres :

- Un relèvement du taux d'intérêt, mais ceci est peu probable, car l'effet serait plutôt qu'une diminution des crédits, un renchérissement et donc une nouvelle source d'inflation.

- Un raccourcissement des durées de crédit qui pourraient être ramenées à moins de deux ans pour l'automobile, et à dix huit mois pour l'électro-ménager et l'ameublement.

- L'augmentation de l'apport personnel qui pourrait aller jusqu'à 30 % et même 40 %.

Sans avoir de consé-

quies ces entreprises auront toujours la possibilité de recourir au crédit bancaire pour leurs investissements, ce crédit-là en effet n'est pas encadré. Enfin ces mesures seront probablement limitées dans le temps, et modulées selon leurs effets ; dans ce domaine, le pilotage à vue est toujours de rigueur. Il est probable qu'une forte restriction du crédit doit être appliquée pendant une période d'un an, puisque le gouvernement jugeant l'inflation suffisamment diminuée, relâche l'encadrement, à l'approche des élections afin de les préparer dans les meilleures conditions pour les partis de la coalition gouvernementale.

La restriction du crédit s'ajoutant à la police des salaires, amènera, quelque soit son ampleur, de dures restrictions chez les travailleurs et retentira directement sur leurs conditions de vie.

S. LIVET

## La conférence de presse du PCF

### EN PLEINE AUSTERITE, MARCHAIS DEMANDE DE LA PATIENCE

Marchais, dans une conférence de presse, au siège du Comité Central, a présenté les analyses et les propositions de son parti pour la rentrée, qui ont fait l'objet, avant-hier de la dernière réunion du Comité Central.

En disant qu'il « n'irait pas à Matignon », le secrétaire du PCF a essayé de cacher l'absence de propositions nouvelles de son parti.

A vrai dire, deux points essentiels préoccupent le PCF : d'abord, avec la proximité des élections municipales, se pose la question des rapports au sein de l'union de la gauche. Ensuite, la dominante de l'intervention de Marchais consiste dans ses belles paroles sur le développement de l'action. Il devait déclarer à ce sujet que « toutes les organisations du Parti » allaient « jouer avec audace et dynamisme le rôle d'avant-garde et de rassembleur qui doit être le leur dans l'action pour la défense de toutes les revendications ».

#### SOURDINE À LA POLEMIQUE AVEC LE PS

Pour la préparation des municipales, le PCF reste, plus que jamais prisonnier de son alliance avec le PS. C'est tant vrai qu'aujourd'hui, après les sommets de la querelle de 1974/75, on assiste à un agenouillement à peine masqué du PCF : dans sa conférence de presse, Marchais a déclaré que le PCF était animé pour la discussion des accords municipaux de « la plus grande bonne volonté » et il a assuré avec force qu'il ne « mettait aucune exigence excessive ».

A six mois des élections, les contradictions en puissance entre le PC et le PS sont volontairement minimisées dans le rapport de Marchais : il note pourtant, à propos des avances de Giscard à Mitterrand, (et des récentes prises de position du PS laissant ouverte la porte à une éventuelle future collaboration), que « les manœuvres de la réaction ne vont pas sans susciter des illusions, sans exercer une séduction au sein de la gauche non communiste ». Mais, c'est pour tout aussitôt en réduire la portée, puisqu'il s'agit, selon lui, d'un « tapage d'une efficacité assez vite limitée ». L'insistance mise pourtant sur l'unité des deux politiques, celle de Barre et de Chirac, tout en niant les divergences tactiques qui existent au sein de la coalition giscardienne, traduit, de la part du PCF, la volonté de minimiser les possibilités de connivence entre une partie de la « majorité » et une partie du PS.

#### OBJECTIFS DE LUTTE : RETOUR UN AN EN ARRIERE

L'essentiel, pour le PCF, réside pourtant dans la position qu'il doit adopter pour répondre - du moins, faire mine de répondre - aux aspirations des masses à la lutte.

De ce point de vue, il est net que le PCF, ne propose que des paroles ronflantes : Marchais n'a parlé que d'une série d'assemblées-débats dans le pays, et d'une proposition lointaine de rencontre du comité de liaison de la gauche. A la question d'un journaliste qui lui demandait quand allait venir l'action, il a répondu : « Faut être un peu patient ! ».

Comme s'il pouvait être question, au moment où Barre polit sa nouvelle politique d'austérité, de prendre patience, après déjà près de deux ans d'attaques en règle contre le pouvoir d'achat, de

Prenons par exemple, l'accord du Livre que ses représentants dans la CGT ont fait signer, entérinant le plan patronal, sabotant la lutte du Parisien Libéré, accord qualifié « d'abominable » par les ouvriers de l'IMRO. On sait aussi comment les révisionnistes dans la CGT, au premier rang desquels Séguy, ont organisé ce fameux « rallye des bradés », pour faire diversion avec les coordinations d'entreprises en lutte. Et la lutte des cheminots en mars-avril, qui permettait de s'étendre, qui l'a brisée sinon les gens du PCF ? D'ailleurs, partout où la lutte précisément se menait les prétendus « communistes » étaient soit absents, soit en contradiction avec les ouvriers, au point qu'ils se firent certaines fois expulser, comme à Orléans, ou à Sovirel !

Quant aux « objectifs de lutte » proposés cette année

### HEUREUX ET INQUIET...

Dans le numéro de France-Nouvel de cette semaine, on peut lire une lettre de nouvel adhérent au PCF qui est représentative du nouveau visage de cette organisation. C'est un directeur technique d'entreprise qui écrit et qui se dit « heureux et inquiet d'adhérer au parti ». Voilà comment il se définit : « J'occupe une position hiérarchique élevée dans une moyenne entreprise « dynamique », familiale, et sérieusement capitaliste » (question : peut-on être un capitaliste pas sérieux ?).

Les motivations de ce nouvel adhérent : « Heureux enfin de vous rejoindre « officiellement », à un moment où les échéances de la victoire se précipitent avec netteté ». Il précise encore « qu'une action militante à découvert est très vraisemblablement suicidaire au moins pour le moment ».

Les ouvriers honnêtes du PCF devraient, eux, être très inquiets et pas heureux du tout.

licenciements ! « Patience » est d'ailleurs bien le mot qui traduit combien le PCF s'absentira - au contraire de ce qu'il prétend - de s'opposer à la politique d'austérité.

Comment le ferait-il d'ailleurs, alors qu'il promettait exactement la même chose l'an dernier à la même époque. Or on connaît l'attitude précise adoptée par les révisionnistes dans les combats de la classe ouvrière toute l'année passée.

par le PCF, ils sont exactement identiques à ceux de l'an dernier, et le PCF a été incapable d'en inscrire même le début d'un seul dans la réalité. Dans ces conditions, ses prétentions verbales ne feront pas illusion. Plus que jamais, pour la lutte, il ne faut pas attendre 1978, il faut dès maintenant construire ce front de lutte contre la bourgeoisie, autonome des révisionnistes du PCF.

Paul LEFORT

### L'indulgence de Jean Daniel

« Je ne crois pas que l'on puisse dire que ce gouvernement porte atteinte de façon criminelle ou scandaleuse aux libertés ». Jean Daniel, le rédacteur en chef du « Nouvel Observateur » qui a prononcé ces paroles au micro de Radio France, n'a effectivement aucune raison de se plaindre. Il n'a certainement jamais été la victime d'une opération coup de poing ; et les atteintes au droit de grève, les licenciements de délégués syndicaux, les expulsions de grévistes ne sont pas pour le gêner, lui qui a toujours soutenu la social-démocratie, que ce soit la variété allemande, la variété portugaise ou la variété française, même, et surtout quand elles se montraient particulièrement répressives.



## LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

MOBILISATION  
DES TRAVAILLEURS  
POUR LE 9

Mars 76 : Les ouvrières d'une des plus importantes usines de Dijon, réunies en assemblée générale décrètent la grève totale : à Bourgogne Electronique (filiale du trust Thomson-CSF), ce n'était plus possible ! Les cadences qui augmentaient au rythme des départs, les bas salaires qui diminuaient au rythme des hausses du coût de la vie, c'en était trop !

5 semaines de lutte résolue permettront d'imposer un recul non négligeable dans la période à la direction de la Thomson : 200 F d'augmentation pour tous. On le sait, 10 jours après la reprise, la direction de la Thomson contre-attaquait en annonçant 23 licenciements.

Les licenciés luttent depuis quatre mois pour leur réintégration (8 d'entre eux, délégués, ont été réintégrés provisoirement). Le 9 septembre, ils passent devant le tribunal. Ils sont accusés de «séquestration», d'occupation d'usine, et «d'entrave à la liberté du travail».

La question à l'ordre du jour est claire : il s'agit de construire jusqu'à jeudi une mobilisation d'ampleur. En cette rentrée de septembre, l'enjeu et l'aboutissement de la bataille qu'ont engagée et que poursuivent les licenciés de B.E. prennent une signification toute particulière.

Car, pour la direction de la Thomson, en voulant licencier 23 travailleurs, qui ont été à l'avant-garde de la lutte en mars 76, il ne s'agit pas seulement, comme dans de nombreuses usines, d'éliminer ceux qui ont mis les structures syndicales au service des travailleurs, mais aussi et surtout de faire payer une victoire revendicative, obtenue dans une période, où déjà, la plupart des luttes se heurtaient à l'intransigeance patronale. Cette victoire est restée en travers de la gorge de la Thomson.

LA BATAILLE CONTRE  
LES RÉFORMISTES

La bataille pour le 9 septembre a donc commencé. Mais, engager la bataille, c'est-à-dire prendre des initiatives, comme appeler les travailleurs à venir massivement au tribunal, cela a nécessité une sévère bataille. Ainsi les éléments réformistes, reprenant les directives de la fédération des métaux CFDT, défendent le point de vue selon

lequel se rendre en masse au tribunal le 9 c'est risquer un jugement défavorable de sa part, ajoutant que de toutes façons, tout dépendait de Beullac, le nouveau ministre du travail, que si celui-ci décidait de réintégrer les huit délégués, le tribunal réintégrerait les quinze autres.

## LE CHEMIN DE LA LUTTE

Mais, pour gagner, suffira-t-il d'avoir un «dossier solide», permettant de prouver ce qui l'est déjà, à savoir qu'il n'y a pas eu de séquestration, permettant de prouver qu'on n'a pas respecté la loi ? Mais la loi, on le sait très bien, les patrons s'en moquent. Avant les vacances, on l'a vu à B.E., la direction n'a pas hésité à licencier trois nouveaux travailleurs, dont d'ailleurs la mère d'un des licenciés, se moquant pas mal du règlement intérieur.

Mettre au pas les sections syndicales, tout l'indique, est le but de la direction de la Thomson.

D'autre part, les 23 le savent aussi, ces derniers mois, si dans un certain nombre d'endroits, quelques reculs ont pu être imposés, c'est uniquement grâce à la lutte.

Ainsi, à Idéal-Standard, à Dammarie-les-Lys, si les travailleurs ont empêché le tribunal de prononcer l'expulsion, c'est parce qu'ils avaient fait venir des centaines de travailleurs avec eux. Et d'ailleurs, comme le dira un des 23, «à quoi servirait de s'être mobilisé pendant quatre mois si c'est pour aller à 15 au tribunal». Les réformistes qui, il ne faut pas l'oublier, portent une lourde responsabilité dans le retard pris dans la mobilisation, ont du finalement s'incliner il y a quelques jours. Différentes initiatives sont prises depuis : dans l'usine, sur les panneaux syndicaux, des affiches ont été apposées, appelant à la lutte. Des milliers d'affiches sont collées dans les rues, et notamment aux abords des usines dijonnaises, mais c'est une mobilisation beaucoup plus large qu'on décide les «licenciés» de B.E., puisqu'hier une délégation s'est rendue à Lip, les appelant à venir les soutenir le 9. Ce matin même à 7 heures, la section CFDT diffuse un tract à B.E. pour appeler les ouvrières à venir soutenir leurs camarades !

Richard FEUILLET

## Dordogne, Lot-et-Garonne :

La colère des paysans du Sud-Ouest  
AU PAYS  
DE JACQUOU LE CROQUANT...

Mercredi 1<sup>er</sup> septembre. Il est presque minuit à Bergerac quand la cinquantaine de délégués des communes de l'arrondissement se lève et quitte la salle où ils se sont entendus sur ce qu'il conviendrait de faire au concours-foire de Bergerac, ce week-end : à la majorité, les délégués viennent de décider qu'il devrait être annulé, «le fait de présenter les belles vaches grasses de quelques gros éleveurs étant une véritable injure en cette période de sécheresse».

Une fois sortis de la salle, les discussions continuent d'aller bon train. «Il faut porter une motion tout de suite au sous-préfet pour lui faire voir qu'on existe», lance un délégué. Certains renâclent, arguant de l'heure tardive et du faible nombre des paysans présents. «Alors, reprennent les plus décidés, il faudrait savoir ce qu'on dit. On a dit : Dordogne, zone d'insécurité. Est-ce qu'on est seulement capables de maintenir ce qu'on dit ?» L'argument a convaincu les indécis et la grande majorité des présents fait route vers la maison du sous-préfet.

Murs badigeonnés de mots d'ordre de lutte, «Dordogne, zone d'insécurité», tracts revendicatifs collés sur les vitres, portes secouées avec vigueur pendant une bonne demi-heure, c'est le grand chambardement sous les fenêtres du sous-préfet qui n'ose pas se présenter. Les CRS qui étaient à la foire exposition de Bergerac sont arrivés et ont cerné la demeure du représentant du pouvoir. Alors, trop peu nombreux pour maintenir le siège, les délégués choisissent de se disperser en se donnant rendez-vous au samedi suivant pour la manifestation qui rassemblera les paysans de l'arrondissement dans l'enceinte du concours-foire à Bergerac.

Des réunions houleuses comme celle-ci, il s'en déroule presque tous les jours dans les quarante-cinq cantons de la Dordogne. Depuis le 25 août, depuis que le gouvernement a classé le département en zone 3, l'effervescence a gagné jusqu'aux plus petites communes. «Révoltés et indignés par le classement en zone 3 de la Dordogne pour les aides au cheptel, ne voyant dans ces mesures que la totale incompréhension des sphères parisiennes ou la volonté délibérée du gouvernement d'éliminer l'agriculture de ce département, nous exigeons une révision de ce zonage. Faute de réponse dans les 48 H, je déclarerai la Dordogne zone d'insécurité !»

Charles Platon, la soixantaine bedonnante, petit producteur de 14 hectares de tabac, président de la FDSEA et membre connu du PS se réjouit fort que son télégramme incendiaire ait redonné cette ardeur combative aux fils de Jacquou le Croquant. Chantre du syndicalisme «unitaire» puisque sa fédération, depuis toujours, est la seule organisation syndicale agricole du dé-

partement, il est fier de nous annoncer qu'une soixantaine de syndicats communaux qui étaient tombés en sommeil vont se reconstituer. Et depuis



le 25 août, les actions se multiplient. Champagnac de Belair, Mussidan...

TROISIÈME ANNÉE  
DE SÉCHERESSE

La Dordogne, dans son ensemble, a subi gravement les répercussions d'une sécheresse qui dure depuis les premiers mois de 1976. Hormis un canton de Périgord, au Nord, et deux cantons de la vallée du Sud qui ont eu quelques orages, tout le reste du département a profondément souffert. Et c'est la troisième année consécutive qu'il est déclaré zone sinistrée.

La direction départementale de l'agriculture a refusé de communiquer aux paysans les estimations globales des pertes subies. Mais pour cette grande majorité de petits paysans d'une moyenne d'âge de 50 ans qui ont, suivant les contrées, 10 hectares, sept ou huit vaches, un lopin de tabac

ou de vigne et quelques noyers, le déficit de production se chiffrera environ à 30 % de moins que l'année dernière. Mauvaise année après mauvaise année, les déficits cumulés ont de graves répercussions sur les budgets.

Louis, près de Bergerac, qui, cette année, a semé sept hectares de maïs non irrigués, récoltera au mieux vingt quintaux à l'hectare au lieu des cinquante prévus. La situation est plus catastrophique pour ses voisins pour qui l'alimentation du bétail repose sur le foin. Tout est perdu, y compris les apports d'azote effectués cet hiver.

Dans ce département de polyculture, tout le monde est éleveur. Même si, à l'exception du nord et de l'est, ce n'est qu'un élevage d'appoint. Alors, comme par nécessité il faut décimer les cheptels,



on est conduit à une spécialisation forcée : les céréales, le tabac, la vigne ou la fraise qui seraient d'un bon rapport s'il y avait plus de sécurité dans les cours et dans l'écoulement des produits, et moins d'aléas climatiques. Une spécialisation forcée qui nécessite de lourds emprunts pour la mécanisation et l'irrigation. Ceux qui ne connaîtront aucun de ces problèmes, les paysans de la Dordogne sont prompts à les désigner du doigt : c'est la petite centaine de hobereaux hautement spécialisés regroupés dans l'Association pour la Défense de la Propriété Foncière comme les Hermann et Aversen qui trustent à eux deux plus de 500 ha dans la vallée.

«TOUT LE MONDE EST  
PRÊT À LA BAGARRE...»

Alors, cette levée de boucliers dès le 25 août

contre le classement en zone 3 ? Louis résume en quelques mots vigoureux l'état d'esprit des paysans de Dordogne : «On s'est senti tout d'un coup cocus. On était un des premiers départements classés sinistrés. Une situation assez proche de la Bretagne avec en plus les calamités des années précédentes. On s'attendait à autre chose. Alors tout le monde était prêt à la bagarre».

Pourquoi ce sale coup contre la Dordogne ? Qu'il s'agisse d'un croc-en-jambe à Guéna, «chirakaïste» avéré, la protestation indignée du député de Périgueux peut le laisser croire. Mais si manœuvre électorale il y a, elle peut viser aussi les partis du «programme commun» qui dirigent la FDSEA et qui, par ce moyen, assoient leur influence sur cette petite paysannerie de tradition laïque et animée d'un haut esprit de lutte qui s'est notamment manifesté avec éclat dans la résistance à l'occupant nazi. En décrétant la Dordogne zone 3, Bonnet entendait peut-être que la révolte prévisible des petits paysans «indispose» les sphères fédérales qui, comme l'avoue lui-même Charles Platon, «n'ont pas beaucoup de goût pour les manifestations». Là, le coup de Bonnet est franchement raté.

Enfin, l'un des motifs inavoués de la décision gouvernementale tient aussi, selon certains paysans, aux projets à long terme de la bourgeoisie concernant l'avenir du département : dès avant le 6<sup>e</sup> plan, le projet a été retenu de faire de la Dordogne un département touristique et forestier. La mafia des hobereaux, avec la complicité de la Direction Départementale de l'Agriculture, s'emploie consciemment à cette besogne : ainsi, le plan d'aide à l'irrigation a été complètement saboté, le plan de contrôle des eaux de surface pour les cultures de tabac a été mis sous le coude. Quel bon moyen de profiter de la sécheresse pour accélérer la ruine et l'exode de nombreux paysans pauvres.

«Nous étions 60 000 en 1945, nous sommes 23 000 aujourd'hui, nous confions l'un d'eux, indigné. Nous sommes encore trop nombreux aux yeux du pouvoir. Nous gênons des trusts comme Trigano ou le Club Méditerranée. Car demain, on voudrait vendre de l'oxygène aux petits-fils de Jacquou qu'on aura obligés de partir de leur terroir pour aller en ville. Pouvons-nous accepter cela ?»

(à suivre)



## LUTTES OUVRIÈRES

## 2<sup>e</sup> COORDINATION DES LUTTES À BESANÇON LES 10 ET 11 SEPTEMBRE

# LES TRAVAILLEURS DE L'IMRO DONNENT LEUR POINT DE VUE

—Le Quotidien du Peuple : Comment, à votre avis, peut-on caractériser la situation dans laquelle intervient cette deuxième réunion de ce que l'on appelle «la coordination de Besançon» ?

—G : La période est marquée par une intransigence totale du gouvernement face aux revendications des travailleurs. Le pouvoir emploie une double tactique : d'abord, il joue le pourrissement puis, dans certains cas, il frappe, c'est la répression. Dans tous les cas, c'est le mépris le plus total pour les travailleurs et une volonté nettement affirmée de ne rien céder.

—QdP : Que vont faire les organisations syndicales ? Quelle va être leur tactique maintenant et jusqu'en 78 ?

—Y : Dans l'immédiat, la CGT s'est trouvée un cheval de bataille avec l'impôt-sécheresse. Mais, même pour cela, elle détermine sa tactique en fonction de son projet pour les élections de 78.

—G : C'est très clair ! La ligne est tracée. C'est en 78 qu'ils veulent prendre le pouvoir, pas en 77. Moi, je pense que plus

ça va et plus l'emprise du PCF est forte dans la CGT. Nous, on le sent bien, il y a des clivages qui sont apparus au cours de notre lutte et qui sont dus au fait que rien n'est accepté dans la Fédération du Livre, si on ne rentre pas dans le cadre de ce que l'on veut nous imposer.

—M : A chaque fois, c'est pareil, ils minimisent les choses au moment des élections pour ne pas faire peur. D'ici 78, la tactique est simple : ils vont attendre, contrôler les luttes, pour qu'elles ne prennent pas une tournure trop dure. La situation est très simple : les ouvriers en ont marre, les partis de gauche et les organisations syndicales leur disent : «d'accord avec vous, mais il faut attendre 78». Je ne pense pas que les travailleurs attendront un an et demi.

Ce qui intéresse la CGT, c'est le nombre de cartes qu'elle place, ce qui intéresse les partis de gauche, c'est de nombre de voix qu'ils ramasseront aux élections. Ils recherchent la quantité et non la qualité. Le niveau de conscience des ouvriers, ils s'en moquent complètement.

—G : En plus, il ne faudrait tout de même pas

se faire trop d'illusions sur ce qui changera pour nous quand la gauche sera au gouvernement.

c'est justement que les gars en ont assez et qu'ils recherchent des perspectives.

très riche expérience. On a eu des tas de contacts avec les autres travailleurs pendant ces dix mois d'occupation et cela continue.

Nous avons mis notre imprimerie au service des luttes. De tout cela, nous avons énormément de choses à dire et dans le cadre de la coordination, on pourra apporter notre contribution. Nous pensons qu'elle sera utile.

—G : Pour nous qui sommes maintenant expulsés de notre entreprise et à la recherche de perspectives, il est très important de pouvoir discuter de notre expérience avec d'autres travailleurs qui pourront nous apporter beaucoup, de même que nous pourrions les faire profiter de ce que nous avons fait.

—Y : Je pense qu'il est tout à fait nécessaire de débattre, de discuter, d'échanger nos expériences, mais il y a une situation qu'il ne faut pas perdre de vue et moi je pense qu'il faut que cette coordination débouche sur quelque chose de concret, des meetings, des manifestations ou autre chose, je ne sais pas, il faut en discuter, mais il est urgent que ça bouge.

—QdP : Quels prolongements peut-on donner à cette coordination ?

—Y : Il y a différents problèmes. Par exemple, celui de coordonner les luttes, pas seulement au niveau national, mais aussi au niveau régional et puis dans les branches professionnelles. Pour ce qui nous concerne dans l'imprimerie, ce ne sont pas les boîtes en lutte qui manquent.

—QdP : Tu veux dire que vous avez un rôle important à jouer dans le Livre ?

—Y : Oui, et c'est d'ailleurs pour cela que nous avons sorti notre journal «Spécial-Licenciements».

On entend dire partout que la CGT n'a plus de contenu révolutionnaire. Nous, nous sommes des cégétistes, notre ambition, c'est de lui en redonner un. Nous avons pensé que nos camarades de Caron-Ozanne faisaient une erreur de créer une section CFDT, alors qu'ils disposaient d'une section

CGT bien implantée. On donne des armes à ceux que nous combattons en agissant de cette manière.

Nous, on continuera à mener la lutte dans la Fédération du Livre. On sait que ce sera dur, mais on sait aussi qu'avec nous, il commence à y avoir beaucoup de gars qui ne comprennent plus très bien où l'organisation les emmène et se posent des questions.

—QdP : Comment la coordination va-t-elle vous aider dans cette lutte ?

—Y : Du point de vue de la popularisation, ce sera énorme. Il y aura des dizaines d'entreprises représentées. N'oublions pas qu'à la FFL, on rêve d'exclure des camarades de Rouen. La coordination va aussi permettre de nous appuyer ; nous ferons très largement connaître «Spécial-Licenciements».

—QdP : Que va-t-il sortir, à votre avis, de cette coordination ?

—G : Il est certain qu'une réunion comme celle-là va regonfler les gars. C'est sûr que dans la période, il y a un certain essoufflement qui est dû au manque de perspectives.

—M : Il faudrait, à mon avis, que ça se répercute au niveau des régions, qu'il y ait en quelque sorte une continuation de ce qui se fait à Besançon. De cette manière, il y aura relance de la mobilisation dans les boîtes où actuellement, c'est un peu au point mort.

—Y : Tout dépend de ce qui va se faire et se dire.

Nous, ce qu'on souhaite, c'est qu'il y ait un grand coup de frappé sur la table. Si chacun repart dans son coin un peu comme il est venu, que rien ne se décide, il ne se passera pas grand-chose de plus et les travailleurs risquent de ne plus très bien voir à quoi servent ces réunions. Je ne dis pas qu'il ne faut pas débattre, échanger des expériences, c'est tout à fait nécessaire et positif que ça se passe, mais il est temps de passer à un niveau supérieur, d'entreprendre des actions dans le cadre de cette coordination.



Moi non plus, je ne crois pas que les travailleurs attendront un an et demi pour lutter. Si la coordination de Besançon se fait,

—QdP : Vous allez participer à la réunion de Besançon, les 10 et 11 septembre. Pourquoi ?

—M : Nous avons une

## A Bonnet (Villefranche-sur-Saône)

### TOUJOURS LA RÉPRESSION SYNDICALE

Depuis la grève de 3 jours à l'atelier congélateurs contre les bas salaires et la sous-qualification en mars 76, un délégué algérien CFDT a été changé d'atelier alors qu'il demandait une formation professionnelle depuis 6 mois. Promesse lui aurait été faite qu'il progresserait (qu'il passerait de O2 à P1 en quelques mois). Prêtextant que son travail était non satisfaisant, il reste O2. Aussi il demande à retourner sur la chaîne de montage.

A la rentrée de septembre, la direction tenant toujours à l'isoler, lui annonce qu'elle n'a pas de poste à lui confier (alors qu'elle a embauché 51 intérimaires sur les chaînes de montage).

Aussi, en attendant de lui trouver du boulot, le chef du service du personnel l'a renvoyé chez lui un après-midi en le payant.

Les directions patronales auraient-elles peur de l'influence de certains délégués alors qu'elles licencient et préparent des mauvais coups aux travailleurs ?

Depuis ces 50 premiers licenciements et les nouvelles mesures à venir, les travailleurs commencent à réagir (refus individuels des licenciements). Ceci est à lier à la situation sur Villefranche :

- Bonnet : 95 licenciements
- Cincinatti (machines-outils) : proche de la liquidation
- Gillethaon (teintures) : licenciements
- Dubur (textile) : 6 licenciements

#### LE CHANTAGE CONTINUE

Suite aux 95 licenciements annoncés fin juin aux Etablissements Bonnet, la direction Thomson rachète

l'atelier congélateurs. En fait de licenciements pour cause économique, c'est encore d'une restructuration qu'il s'agit.

Dès le 1<sup>er</sup> septembre, tous les travailleurs de plus de 59 ans ont été licenciés et mis à la pré-retraite.

Certains d'entre eux (des travailleurs à la production) refusant leur licenciement, se sont entendus dire par le chef du service du personnel : «Je comprends que ce sera difficile de vivre avec 70% de votre salaire (ce qui correspond à 1300 F environ pour un OS en pré-retraite), aussi vous pourrez travailler au noir, 1 h ou 2 h par jour, vous pourrez arrondir votre salaire».

Voilà qui ne fait pas peur aux patrons. Pour conserver leurs profits, ils poussent les travailleurs à faire du boulot non déclaré.

Corres. Villefranche

Le Quotidien du Peuple  
Publication du PCF  
Adresse Postale : BP 225, 75 924 PARIS Cedex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



## POLITIQUE

## en bref...

## ● UN ENSEIGNANT SANCTIONNÉ POUR NON SOUMISSION

Robert Pion a été sanctionné par la Commission Administrative Paritaire de Grenoble, à une «réduction d'ancienneté d'échelon». Cet enseignant (cf QdP du Lundi 6.09) était poursuivi officiellement pour «manque de rigueur et de fermeté», en fait pour son attitude syndicale, en particulier dans la lutte contre la fermeture des écoles rurales. L'académie et la fédération de parents d'élèves Lagarde voulaient le déplacement. Il s'agit donc d'un recul, mais c'est la levée de la sanction qu'il faut exiger.

## ● GRAVE AGRESSION À ORLY

Dans la nuit de lundi à mardi, deux travailleurs algériens, Ait Amadouche et Areski Scouri, ont été grièvement blessés par trois «inconnus» qui leur ont tiré dessus à coups de mitraillette. Ils sont hospitalisés à l'hôpital Henri Mondor. La police ne sait rien d'autre, et il y a gros à parier que les agresseurs ne seront pas retrouvés, comme n'ont jamais été retrouvés les responsables de l'attentat contre le consulat de Marseille, et les auteurs de dizaines d'agressions contre les travailleurs immigrés ces dernières années.

## ● UN AVION BLOQUÉ À AJACCIO PAR LES MANIFESTANTS. LIBERTÉ POUR JACQUES FIESCHI!

Hier, une manifestation s'est tenue à Ajaccio, pour exiger la libération de Jacques Fieschi, militant autonome (co-inculpé d'Edmond Siméoni) et président de Strada Corsa, le syndicat des transporteurs corses. Fieschi avait été arrêté alors qu'il bloquait le car ferry Napoléon, pour protester contre la fermeture du port de Propriano, nouveau pas dans l'aménagement capitaliste de la Corse, centré autour des deux pôles que sont Bastia et Ajaccio.

Au cours de la manifestation organisée par les comités anti-répression, des camionneurs de Strada Corsa ont envahi l'aéroport d'Ajaccio et ont empêché le départ d'un Boeing à destination de Paris.

D'autre part, l'APC a publié lundi un communiqué soutenant l'esprit dans lequel Max Siméoni a organisé l'action de commando contre la cave d'un gros colon.

## DES DISCOURS POUR FAIRE PATIENTER LES TRAVAILLEURS

## SÉGUY À PARIS

## Suite de la page 1

C'est sans plus attendre, en profitant de la faiblesse et des hésitations du pouvoir qu'il faut engager la lutte, avant même que Barre n'ait précisé son plan d'austérité. Contre la «solidarité nationale» des travailleurs avec les exploités imposée par le gouvernement, contre l'unité ouvriers, cadres, petits patrons de la CGT et du PCF, développons l'unité populaire, l'unité des travailleurs, ouvriers et paysans.

C'est aujourd'hui dans les luttes autour des usines en lutte que se développe cette unité, c'est dans cette voie qu'il faut poursuivre pour mettre en échec le plan d'austérité.

## MAIRE À LYON

Hier après-midi à Saint-Ouen, Georges Séguy a prononcé son discours de rentrée à la réunion des militants CGT de la région parisienne. Si ce discours a rappelé les thèmes principaux de la direction de la CGT, il n'a guère apporté de perspectives nouvelles d'action aux travailleurs en lutte.

Alors qu'en France plusieurs centaines d'usines sont en lutte, Séguy ne pense qu'aux élections. Après avoir ironisé sur le départ de Chirac, que Giscard avait présenté comme un ministre loyal, Séguy a ressorti le cheval de bataille actuel de la CGT : la lutte contre le super-impôt. Il a renouvelé à ce propos sa proposition de front syndical unique. Il est ensuite passé à la dénonciation de l'austérité du programme de Barre, la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Mais quand on en arrive aux moyens de lutter contre cette politique, Séguy n'apporte rien de bien nouveau. La voie du salut, «c'est celle du programme commun de la gauche». Et quand on re-

prend le mot d'ordre, «union, action, programme commun», Séguy répond avec le sourire «ça vient, ça vient». «Le gouvernement Barre va à l'échec», tel est le diagnostic. Quand il y aura un gouvernement d'union de la gauche, la CGT promet d'être un allié fidèle.

Mais en attendant, les seules perspectives d'action, c'est le renforcement sectaire de la CGT et les négociations : «nous sommes prêts, même avec ce gouvernement et ce patronat réactionnaires, à engager notre responsabilité, toute notre autorité et à signer tout accord en conséquence». Enfin, dernière perspective, une journée d'action sur l'emploi des jeunes le 23 octobre. Quant aux compromis que cet attentisme électoraliste suppose, la position de la CGT est révélatrice. Séguy s'oppose à toute lutte pour la réduction de la hiérarchie des salaires, présentée comme une «grosière manœuvre». Plus que jamais, les cadres sont les enfants chéris de Séguy, puisque leurs salaires sont «prétendus trop élevés».

Un trop long discours, regrettaient Maire, peu avant la fin de son intervention. Beaucoup de chiffres, mais pas de propositions répondant aux aspirations des travailleurs. D'ailleurs pour Maire, quelles sont les aspirations des travailleurs ? Sans doute les confond-il avec les siennes !

Le danger de l'heure, c'est «l'attentisme» : «C'est un risque réel aujourd'hui, car bien des militants affrontés au durcissement patronal et à la difficulté de faire déboucher l'action syndicale sur des résultats positifs pourraient avoir tendance à attendre 78 pour voir satisfaites leurs revendications» et Maire d'appeler les travailleurs à l'action. Quelle combativité ! Et pourquoi l'action selon lui ?

«Car la victoire de la gauche dépend en partie de la confiance des travailleurs en l'action syndicale». L'action des travailleurs au service de la victoire de la gauche aux élections ! «Il ne faut pas attendre 78» dit Maire, oui, mais c'est pour préparer tout de suite les conditions de succès de la gauche.

Et pourtant, malgré l'attentisme qui, d'après Maire guetterait les travailleurs, les luttes se mènent, et il est bien obligé de le reconnaître : «Nous devons répondre à la nécessité de soutenir les conflits de longue durée... permettre aux travailleurs engagés dans ces luttes lon-

gues et difficiles, de maintenir le rapport de force et de le faire déboucher sur des résultats positifs». Et comment ? Eh bien, déjà en rejetant «les appels à la coordination directement lancés à Besançon en court-circuitant les structures syndicales et donc en ne réunissant pas les conditions d'une action efficace». Cette déclaration, qui a pour le moins jeté un froid dans la salle, sera appréciée par les travailleurs qui, devant l'inaction des directions syndicales à coordonner les luttes, prennent eux-mêmes l'initiative. Quant aux actions proposées pour la rentrée : «rien avant le 23 octobre», «grande» journée de mobilisation sur l'emploi.

C'est au cours d'une conférence de presse qui a suivi le meeting, que Maire a répondu aux propositions de Séguy sur le «front commun» contre l'impôt sécheresse. En le dénonçant comme «un simple front des mécontents qui n'est pas un front de classes», Maire pourrait faire illusion. Mais lorsqu'il rajoute : «Nous sommes tous pour la solidarité nationale» et qu'il énonce à nouveau ses propositions de financement d'indemnités pour les paysans, sa position devient claire : oui à l'unité avec la CGT, mais pas avec la CGC et la FNSEA, et à condition d'attendre le 23 octobre...

Bureau de Presse de Lyon

## 1 600 000 LOGEMENTS VIDES

Un article de la revue «économie et statistiques», publiée par le ministère des finances, rend compte des résultats du recensement de 1975 en ce qui concerne le logement. Selon ces chiffres officiels, il y a en France

tes à la va-vite, sans isolement thermique ou sonore, ils constatent qu'on continue de construire des logements de standing qui restent inoccupés, car leurs prix sont inaccessibles. C'est ainsi que dans la région pari-

situation n'est pas plus brillante en province : 159 335 logements vides dans la région Rhône-Alpes, 139 158 en Provence-Côte d'Azur, 94 749 en Midi-Pyrénées. Le nombre des logements vides s'est accru de 412.000 depuis 1968.

Dans le même temps, les listes d'attentes pour les HLM s'allongent, elles se montent à des milliers de demandes. Dans le même temps aussi, on parque les travailleurs immigrés dans des garnis ou des cités de transit, on les entasse à 15 par chambre. Cette situation scandaleuse reflète une des contradictions de la production capitaliste du logement. Les promoteurs trouvent un profit maximum dans la production de logements de standing, ils en fabriquent donc plus qu'il ne peut s'en vendre, et délaissent les logements moins chers. De même, les chiffres officiels ne parlent pas des centaines de milliers de m<sup>2</sup> de bureaux qui restent vacants car personne ne veut les louer ou les acheter. Là aussi, les promoteurs investissent massivement dans un secteur particulièrement rentable et déclenchent ainsi une crise, le nombre de bureaux produits étant bien supérieur aux besoins du marché.

En ce qui concerne les logements, les besoins les plus élémentaires des travailleurs ne sont pas satisfaits, alors que les logements vides leurs sont

Y. Beaumont



1 600 000 logements vides.

Ces chiffres sont la reconnaissance d'une situation que les travailleurs connaissent bien pour en avoir fait l'expérience, en cherchant un logement.

Alors que les travailleurs sont parqués dans des logements au rabais, dans des cité d'HLM construi-

sienne, qu totalise 275 208 logements vides, le quart des logements inoccupés est constitué par des logements neufs. Pour Paris seulement, il y avait en fin 1975, 18 631 logements neufs invendus, et il s'en était vendu 1629 en un trimestre. C'est que les prix de vente des appartements sont prohibitifs pour les travailleurs. La

## CHARPENTIÉ SATISFAIT DE SON ENTREVUE AVEC BARRE

Charpentier avait un motif de satisfaction en sortant hier de chez Barre : l'assurance que les négociations entre le gouvernement et la CGC, promises par Chirac, se poursuivraient avec le nouveau gouvernement dès le 18 septembre. Ceci semble devoir modérer l'ardeur revendicatrice, au demeurant bien sage, de la CGC contre l'augmentation de l'impôt.

Par ailleurs les cadres de la CFDT se sont déclarés favorables à l'imposition supplémentaire pour aider les paysans victimes de la sécheresse. Différence importante avec le projet gouvernemental, cette imposition devrait s'appliquer aux revenus supérieurs à 20 000 francs par mois. Sous des aspects «justice sociale», cette position n'attaque pas sur le fond le principe d'une augmentation de l'impôt, elle l'approuve même. Et par rapport aux cadres, au lieu de poser la vraie question : les cadres progressistes doivent se joindre à l'unité

populaire contre la politique de la crise sur la base des revendications des ouvriers et des petits paysans, cette position revient à défendre les privilèges et la position de la majorité des cadres, à ne pas remettre en cause leur rôle répressif dans l'entreprise.

## ● OUVERTURE DU PROCÈS DES ÉTUDIANTS DE TOULOUSE

C'est aujourd'hui que s'ouvre, à Toulouse, le procès des étudiants arrêtés et inculpés après les affrontements que l'intervention brutale de la police avaient suscités lors de la grève de l'université, au printemps dernier. Leur inculpation était déjà le signe de la volonté de la bourgeoisie de bloquer toute radicalisation du mouvement étudiant. Le procès, qui se tient avant la rentrée universitaire doit être l'occasion d'une mobilisation des étudiants.



## Afrique du Sud

KISSINGER TENTE DE  
RESSERRER LES RANGS  
IMPÉRIALISTES

A l'occasion du sommet réunissant les chefs d'Etat d'Afrique Australe et les dirigeants des mouvements de libération à Dar-es Salam en Tanzanie, Kaunda, président de la Zambie a déclaré : «*La Namibie doit être libre, le Zimbabwe doit être libre et l'apartheid doit être éliminé de la surface de la terre*». A propos d'un marché éventuel sur l'accession de la majorité au pouvoir en Rhodésie contre l'acceptation par les Africains de la fausse indépendance de la Namibie, il a ajouté : «*Il n'est pas question de vendre un pays contre un autre*». Ces déclarations condamnent par avance les manœuvres que Kissinger met au point actuellement avec ses alliés européens.

Tirant le bilan de sa rencontre avec Vorster, Kissinger a essayé de faire illusion : «*Des progrès ont certainement été faits*», a-t-il dit. «*Les Etats-Unis sont opposés à l'intervention extérieure. Les Etats-Unis croient que les objectifs du pouvoir de la majorité, des droits de la minorité et du progrès économique peuvent être obtenus avec patience et bonne volonté*». Derrière ces formules creuses, Kissinger cache la volonté de maintenir sous une forme ou sous une autre, la domination impérialiste, et il a l'audace de prêcher la

patience à des peuples opprimés et exploités par les racistes depuis près d'un siècle!

Avant sa rencontre avec Vorster, le secrétaire d'Etat avait rencontré Callaghan. Hier il a vu Giscard et devait rencontrer l'Allemand Schmidt. Les voyages-éclair de Kissinger ont toujours une grande signification. Aujourd'hui, il est clair qu'il veut tenir au courant les dirigeants des impérialismes européens de ses entretiens avec Vorster et qu'il veut les associer à son prétendu plan de paix. Dans le cadre de sa nouvelle

politique africaine, pour faire face à la montée des luttes des peuples et à la pénétration du social-impérialisme, l'impérialisme US doit faire appel à ses alliés européens et resserrer les rangs ; chacun peut l'aider d'une manière ou d'une autre : l'impérialisme français parce qu'il peut exercer des pressions sur certains pays africains au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine, l'impérialisme anglais à cause de son implication dans l'affaire de Rhodésie, l'impérialisme allemand à cause de ses liens avec le régime raciste. Il s'agit pour Kissinger d'orchestrer les politiques de ces bourgeoisies qui ont toutes un intérêt vital dans le maintien du pouvoir raciste qui leur permet de surexploiter la main-d'œuvre africaine et de piller de nombreuses matières premières (or, uranium, etc...).

Kissinger ayant proposé avec insistance sa «*médiation*» aux dirigeants des pays africains et des mouvements de libération, il va se rendre chez Vorster et en Tanzanie la semaine prochaine pour essayer de faire avancer des «*négociations*» par sa méthode habituelle de navette diplomatique. Il est en effet probable qu'il ne pourra répéter les manœuvres qu'il avait entreprises au Moyen-Orient entre les sionistes et les pays arabes. Nujoma, dirigeant de la SWAPO de Namibie a récemment déclaré qu'il était prêt à discuter avec Vorster des modalités de l'évacuation des racistes sans conditions. Les peuples africains n'ont que faire des prétendus médiations de Kissinger accompagnées de pressions des anciennes puissances coloniales. (L'URSS pourrait d'ailleurs en profiter pour accentuer sa propre ingérence dans le continent africain). Si Kissinger veut faire de cette «*médiation*» le chant du cygne de sa diplomatie, l'affaire est mal partie.

## Kissinger à Paris

## PRESSIONS ET COMLOT

En dehors de l'Afrique du Sud, Kissinger et Giscard d'Estaing ont discuté ensemble du Liban et des ventes de centrales nucléaires. A ce propos, Kissinger a sans doute renouvelé ses pressions sur Giscard pour qu'il renonce aux ventes d'usines de retraitement nucléaire. Selon les informations données, Kissinger aurait renoncé au chantage direct sur la vente de ces usines au Pakistan, mais il veut obliger Giscard à se plier à la loi américaine, dite de non-dissémination, qui n'autorise que la dissémination étroitement contrôlée par les USA.

Sur le Liban, les discussions entre Giscard et Kissinger ne pouvaient porter que sur le soutien complet à la droite libanaise et à la Syrie, renouvelé par le représentant de Ford qui a rencontré les chefs de la droite et Assad. Après le renouvellement d'envoi de troupes françaises annoncé à Frangé par l'ambassadeur de France au Liban, Kissinger et Giscard n'ont pu qu'harmoniser leurs positions politiques, tandis que la menace d'une offensive syrienne se fait de plus en plus précise.

## en bref... en bref...

## CORÉE

Un accord a été conclu à Panmunjom entre la République démocratique populaire de Corée et les troupes d'occupation américaines sur la délimitation de la ligne d'armistice et le partage de l'ancien no man's land.

## RÉPUBLIQUE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

L'Armée de Libération Populaire Sahraoui a attaqué les forces d'occupation marocaines à Abitih, les 24 et 25 août, tuant 32 soldats ennemis. Une opération a été déclenchée contre les troupes mauritaniennes à Assouerd. 45 soldats ennemis ont été mis hors de combats.

## ÉGYPTE

De violents affrontements ont eu lieu au Caire entre les habitants d'un quartier populaire et la police. La presse fait état d'un important contrôle de police qui aurait entraîné 8 000 interpellations.

## PÉROU

La junte militaire vient de proroger pour la deuxième fois, l'état d'urgence décrété le premier juillet. L'interdiction de la grève qui s'appliquait aux mines et aux industries est maintenant étendue aux membres des coopératives agricoles.

DES PHALANGISTES ARRIVENT  
AU SUD-LIBAN PAR ISRAËL

L'agence palestinienne Wafa annonce l'entrée au Liban-Sud de forces fascistes libanaises, armées et entraînées par Israël, par la frontière. «*Ces forces tentent de prendre le contrôle du village frontalier de Almachaab, en amenant des hommes de Jounieh via Haïfa, comme elles l'ont fait déjà pour le village de Rmeich*». La collaboration des fascistes traîtres libanais avec l'occupant sioniste est de plus en plus évidente. Les paysans libanais du Sud et la Résistance Palestinienne sauront défendre le Liban contre les agresseurs.

## Liban

10 000 MANIFESTANTS  
CONTRE L'OCCUPATION  
SYRIENNE A BAALBECK

A Baalbeck, au cœur de la Bekaa occupée par les troupes syriennes, 10 000 personnes ont manifesté contre l'occupation syrienne. Des rafles ont été opérées dans les villages de la Bekaa pour chasser les militants qui organisaient la résistance. Les magasins ont laissé leurs rideaux baissés toute la journée de lundi, la grève était générale, meetings, tracts et manifestation ont marqué toute la journée.

Les opérations de guérilla lancées contre les troupes d'occupation, se combinent à une puissante lutte de masse. Il y a une dizaine de jours, les troupes syriennes avaient exercé des représailles contre un village entier, avant d'assassiner les membres du commando. Rafles, représailles de masse, exécutions de résistants n'y font rien : le peuple libanais est debout contre l'occupation. Les collaborateurs, les supplétifs de l'armée syrienne sont rejetés par le peuple. Ils ne peuvent se déplacer dans la Bekaa qu'accompagnés des syriens.

Ce sont ces collaborateurs que le régime syrien rassemble autour de lui avec les forces fascistes : les manifestations de la Bekaa, la résistance organisée contre l'occupation, ôte toute efficacité au ralliement et à la soumission des supplétifs de l'invasion syrienne ; alors que le régime syrien veut étendre son emprise sur le Liban, ses lignes arrières sont déjà menacées par la résistance du peuple libanais. Il n'a pu soumettre le Bekaa. Il ne pourra soumettre le Liban.

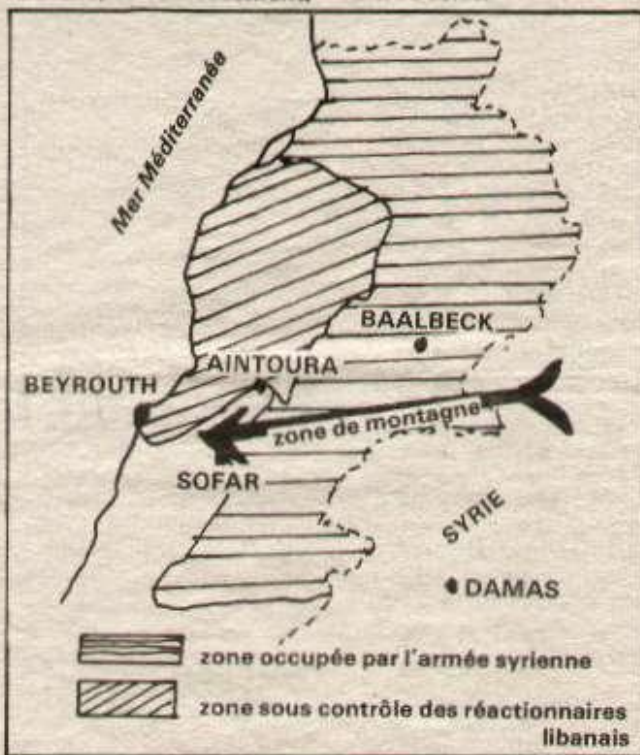
LES COMBATS DE LA  
MONTAGNE PRENNENT  
DE L'AMPLEUR

Alors que Assad continue de discuter avec les responsables fascistes et les notables collaborateurs, les combats prennent de jour en jour de l'ampleur. La montagne apparaît de plus en plus comme le centre de ces combats : c'est là que la résistance contrôle la route de Beyrouth et qu'elle a déjà repoussé en juin dernier, l'avance des troupes syriennes. C'est là également que les forces fascistes et les troupes syriennes peuvent organiser des opérations conjointes. Le contrôle de la route Damas-Beyrouth est un enjeu à la fois militaire, pour le contrôle de toute la partie Nord du Liban (moins Tripoli) et politique. Le 23 septembre, les phalanges, comme les forces syriennes voudraient que Sarkis s'installe à Beyrouth, au palais présidentiel, ce qui serait la manifestation, selon eux, d'un contrôle de tout le Liban, par les fascistes et les collaborateurs, qui pourraient être reconnu largement sur le plan international et surtout soutenu ouvertement par de nombreux pays arabes, qui ont laissé à Assad six

semaines pour parvenir à installer cette nouvelle réalité au Liban.

L'entrée massive de troupes syriennes dans la Bekaa, l'ouverture par les sionistes d'un front au Sud Liban, l'arrivée de chars iraniens pour les phalanges dans la montagne, l'entrée de troupes jordaniennes, le renforcement,

La mobilisation générale du peuple palestinien, le développement de la résistance patriotique dans les zones occupées, la détermination des patriotes libanais de défendre leur pays contre l'invasion, après avoir stoppé l'avance syrienne, font aujourd'hui hésiter Assad et lui causeront des difficultés de plus en plus graves dans l'avenir.



## UN MIG 25 AU JAPON

## Suite de la page 1

Le MIG 25 est l'avion le plus rapide du monde puisqu'il va à mach 3,2 et il vole à 25 000 mètres ce qui le rendait pratiquement inaccessible aux avions de chasse américains. Les soviétiques utilisaient cette supériorité pour survoler les pays européens et le Japon. Que faisait donc un Mig 25 à proximité immédiate du Japon ? A de nombreuses reprises, les avions étaient repérés par les radars japonais, entraînant aussitôt le départ de chasseurs ; les avions faisaient alors demi-tour : ces violations de l'espace aérien japonais, en même temps qu'elles permettaient de tester les défenses anti-aériennes japonaises, permettent de montrer en permanence la force soviétique. De nombreux pays européens sont également «*couverts*» par les avions soviétiques. Les généraux français ont démenti que les avions soviétiques aient violé l'espace aérien français, mais l'armée anglaise, a dénoncé deux cents violations de son espace aérien au cours de l'année 75 ; la Suisse même a dénoncé des violations de l'espace aérien contre lesquelles elles ne pouvaient rien faire.

SYMBOLE DE  
L'HYPOCRISIE DE  
LA DÉTENTE

Les Mig sont basés en Sibérie pour l'Extrême Orient et en Union Soviétique à la frontière des pays européens de l'Est pour l'Europe. Leurs opérations constantes au-dessus des pays européens et japonais viennent démentir toute la prétendue politique de «*détente*» en Europe. Ces avions comme les flottes soviétiques en Mer du Nord et en Méditerranée sont exclus de la négociation sur la réduction des forces en Europe ; les discussions dites de désarmement sont en réalité le prolongement de la concurrence entre les Etats Unis et l'URSS pour emporter la suprématie militaire. La pression constante que les soviétiques entretiennent sur l'Europe et l'Extrême Orient ; la rivalité toujours plus forte que les Etats Unis et l'URSS, voilà ce qui fait toute l'importance de l'atterrissage fortuit au Japon d'un avion Mig 25 dont les Américains vont s'empresser de percer les secrets technologiques, pour parvenir le plus vite possible à la mise au point d'armes équivalentes.



# INTERNATIONAL

## L'ARGENTINE A L'HEURE DU 'FIGARO' ET DE 'FRANCE NOUVELLE'

L'ARGENTINE VUE PAR LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

A l'initiative de la Chambre de commerce argentine-française (dont on aimerait bien connaître les activités commerciales !), le Figaro a publié il y a quelque temps, un placard élogieux sous le titre «un pays tellement imprégné de culture française mérite d'être connu de tout Français cultivé». On y lit notamment sous la rubrique «l'Argentine : la loi avant tout» : «L'Argentine est malheureusement en proie à un mal qui, à notre époque, se révèle comme étant endémique : la subversion. Les nouvelles autorités qui viennent d'assumer le pouvoir, sont convaincues qu'il est nécessaire d'extirper ce mal du corps social argentin. En affrontant ces minorités d'exaltés avec la force que leur confère la légalité, elles sont la garantie que, dans un pays où règnent la paix et la justice, toute forme de violence criminelle sera anéantie». Il faut remarquer que depuis le mois de mars, les assassinats politiques se sont multipliés, de même que les séquestrations et les licenciements. «Quand tu pars de chez toi le matin, tu n'es pas sûr de rentrer le soir», cette réflexion est courante à Buenos Aires. Le général Harguindeguy, ministre de l'intérieur a reconnu qu'il y avait quelques milliers de détenus politiques, déclarant négligemment «moins que les doigts de la main»... En fait, il y en aurait environ 30 000.

ET POUR LES RÉVISIONNISTES

Pourtant, dans une déclaration récente à France Nouvelle, le secrétaire politique du PCF argentin, Oscar Arevalo a l'audace de déclarer : «Notre peuple a accueilli le renversement du gouvernement précédent avec un soulagement tolérant».

Analysant l'espèce de consensus qui selon lui s'est créé le 24 mars, il

• URUGUAY

Trois cadavres d'hommes torturés ont été retrouvés, lundi, près de la ville de Colonia, en Uruguay. C'est de cette façon que le régime fasciste d'Uruguay se débarrasse des prisonniers politiques. Déjà, aux mois d'avril et mai, douze cadavres ont été ainsi retrouvés. C'est une menace qui pèse sur les sept mille prisonniers politiques dans les prisons du régime uruguayen.

A l'heure où les nouvelles qui proviennent d'Argentine confirment le caractère implacable de la répression exercée par la dictature militaire, certains journaux tendent à donner une image plus acceptable d'un pays où les escadrons de la mort opèrent avec la même tranquillité qu'au Brésil.

UN PAYS TELLEMENT IMPRÉGNÉ DE CULTURE FRANÇAISE MÉRITE D'ÊTRE CONNU PAR TOUT FRANÇAIS CULTIVÉ. L'ARGENTINE AUJOURD'HUI

déclare : «Ce coup d'État a été la conséquence d'un accord de courants politiques divers parmi lesquels des groupes fascistes certes, mais aussi d'importantes tendances libérales, démocratiques, d'indépendance nationale etc». Le Parti révisionniste se range-t-il au nombre de ces courants qui ont accepté le coup d'État ? Sans doute, mais les masses populaires, elles, et la classe ouvrière en particulier des grandes usines, ont montré, par les actions de résistance, le sabotage, le coulage des cadences et parfois la grève, ce qu'elles pensaient du coup d'État. Arguant des contradictions réelles, mais secondaires, qui existent au sein des forces armées entre schématiquement un secteur dur et un secteur modéré, le PC révisionniste embouche, comme le Figaro, la trompette de la violence criminelle en général : «Le terrorisme politique et le terrorisme économique aggravent le climat de chaos propice aux aventures fascistes».

Ce qui se passe aujourd'hui en Argentine, les prisonniers politiques jetés vivants par avion au-dessus des montagnes de Tucuman, les corps recouverts de chaux pour empêcher toute identification, le refus des autorités militaires de communiquer les listes de prisonniers et les lieux de détention, tout cela est-ce autre chose qu'une aventure fasciste ? Le langage du parti révisionniste argentin, qui parle du terrorisme en général et qui condamne le terrorisme économique est un langage plus qu'acceptable pour la Junte militaire. Ne parle-t-elle pas elle-même, de la «guerrilla industrielle» pour dénoncer les luttes ouvrières, et ne parle-t-elle pas aussi de rétablir la paix sociale ? La Junte militaire n'hésite pas après avoir fait assassiner telle ou telle personnalité libérale à proclamer qu'une enquête est ouverte et que

des sanctions exemplaires seront prises ; elle n'hésite pas, lorsqu'elle liquide froidement des prisonniers politiques, à déclarer que, lors de leur transfert, le convoi militaire a été attaqué par les guerilleros et que les prisonniers ont été tués au cours de l'affrontement. A ce jour



### L'ARGENTINE: LA LOI AVANT TOUT

L'Argentine, pays moderne, parfaitement intégré à la réalité du monde contemporain, largement représentée au sein des organisations internationales, est malheureusement en proie à un mal qui, à notre époque, se révèle comme étant endémique : la subversion. Les nouvelles autorités, qui viennent d'assumer le pouvoir, sont convaincues qu'il est nécessaire d'extirper ce mal du corps social argentin. En affrontant ces minorités d'exaltés, avec la force que leur confère la légalité, elles sont la garantie que, dans un pays où règnent la paix et la justice, toute forme de violence criminelle sera anéantie.

le modéré Videla serait bien incapable de présenter un seul de ces assassins appointés par son gouvernement et de le poursuivre. Comme par hasard, on n'en a pas trouvé un seul.

En fait, la démarche du parti révisionniste argentin consiste non seulement à dénaturer le caractère fasciste du gouvernement actuel, mais à chercher son salut du côté d'un modéré comme le général Videla. Pour maintenir le dit général à son poste, il faut pour le parti révisionniste que les masses restent tranquilles et n'aggravent pas «l'insécurité» qui risquerait de «briser l'actuel équilibre relatif». Les révisionnistes sont d'ailleurs bien mal récompensés de leurs ef-

forts, car malgré «l'équilibre» en question, toute la presse est baillonnée, des directeurs de publications sabordent leurs revues et les journalistes prennent le chemin de l'exil. Le parti révisionniste, pour autant qu'on sache, n'est pas mieux loti.

### UNE RÉSISTANCE VIVACE

Mais le discrédit d'un tel parti est tellement grand et tellement ancien qu'il pèse peu en réalité sur le développement de la lutte. S'il n'existe pas encore, semble-t-il, une résistance coordonnée et centralisée à l'échelon de tout le pays, la phase de résistance passive continue malgré des conditions très dures. Des troupes d'autodéfense de quartiers et d'usines se sont créées, la lutte syndicale se poursuit, et des feuillets de la Résistance circulent, appelant à former des groupes de solidarité avec les prison-

## ESPAGNE

### LES PETITS PAS DE SUAREZ ET LA REPRESSION DES MASSES

Une femme a été blessée par balles au cours de la répression d'une manifestation de mille cinq cents personnes, organisée à l'issue des régates à Saint Sébastien en pays Basque.

Les manifestants exigeaient la libération d'Eduardo Marene Bergareche, militant de l'ETA, enlevé en France par la police espagnole, dans le cadre des accords entre Poniowski et la police fasciste espagnole. Cette répression violente contre les Basques marque la volonté du gouvernement espagnol de maintenir intact l'appareil de répression franquiste, tandis qu'il multiplie les initiatives pour engager «le dialogue» avec les partis de l'opposition de mieux en mieux tolérés.

LES COMMISSIONS OUVRIÈRES RÉPONDENT À L'INVITATION DU GOUVERNEMENT

Marcelino Camacho a annoncé à la fin de la semaine dernière que les commissions ouvrières acceptaient l'invitation du ministre des relations syndicales La Mata. Cet entretien doit avoir lieu cette semaine. L'enjeu pour le gouvernement du syndicat

gouvernement espagnol est de prendre acte de l'effondrement du syndicat vertical fasciste et de préparer avec les commissions ouvrières une autre forme de syndicalisme, inspirée du modèle allemand de collaboration de classe. Le gouvernement veut engager des négociations globales quand les luttes ouvrières s'annoncent nombreuses par la volonté déjà largement exprimée de lutter contre les effets de la crise économique.

Camacho affirmait la semaine dernière que les commissions ouvrières resteraient toujours aux côtés de la coordination démocratique. Les possibilités pour La Mata et Suarez de parvenir à leur but passent par l'ouverture de discussions avec les partis de la coordination démocratique.

De ce côté-là également, Suarez poursuit sa politique de petits pas en direction de ces partis. Alors même que la coordination démocratique était réunie avec certaines plate-formes régionales, le chef du Parti Socialiste le plus à droite, Tierno Galvan,

publiait après avoir rencontré Suarez pendant trois heures trente, le communiqué qui affirme :

«Le président du gouvernement espagnol, est disposé à engager des conversations collectives bien qu'officieuses, avec un groupe de personnalités représentant l'opposition démocratique, en vue de préparer des négociations formelles entre le gouvernement et l'opposition».

Cette offre quasi-officielle constitue un pas de plus de Suarez vers une réforme des «institutions» qui devrait se traduire par des élections en 1977. Les partis de la coordination démocratique n'ont pas encore accepté cette offre : au cours de sa réunion de samedi, la coordination démocratique a réaffirmé les revendications pour l'amnistie totale démocratique. D'un côté, ces partis ne peuvent renoncer aux revendications démocratiques des masses dont ils utilisent le mouvement pour établir un rapport de forces favorables, de l'autre, ils veulent obtenir le maximum de concessions de Suarez avant d'ouvrir les négociations.

Même si le pas de Suarez sera sans doute suivi d'autres pas, le sens de sa politique est clair : parvenir à engager des négociations avec l'opposition en vue d'élections, sans toucher à l'appareil de répression. La répression de la manifestation de Saint Sébastien en est l'expression.

MAROC

La militarisation du pays et l'état de crise qui règne au Maroc depuis l'occupation du Sahara occidental et le développement de la lutte de l'Armée populaire de Libération Sahraouie, a eu des conséquences cette année sur le tourisme : il y avait 25 % de touristes en moins ; de plus le nombre des travailleurs marocains à l'étranger, qui sont revenus en vacances, a baissé de près de 50 %.

• CONGRÈS DES SS EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

Un congrès se tiendra en Bavière, le Land de Strauss, la semaine prochaine rassemblant les SS allemands et français. Les nazis jouissent de toutes les libertés pour développer leur travail de propagande dans ce pays. Le modèle allemand, si cher à Giscard et à Poniowski, est une menace contre les travailleurs des pays d'Europe.



Au début de l'été, le PCRml avait offert à l'Humanité Rouge de disposer, sous sa propre responsabilité, d'une page chaque semaine dans le Quotidien du Peuple pendant l'interruption de la parution de l'HR, afin de rendre compte de la campagne menée pour la libération de Romain Le Gal, militant de l'HR maintenu en prison depuis cinq mois.

Nous venons de recevoir l'article que nous a transmis son comité de rédaction et que nous publions intégralement ici. Certaines appréciations portées au sujet d'organisations ou de journaux n'engagent évidemment que le comité de rédaction de l'Humanité Rouge.

# L'Humanité Rouge

## LIBERTE POUR ROMAIN LE GAL



Romain Le Gal

Voici bientôt cinq mois que notre camarade Romain Le Gal est emprisonné sur l'ordre de la Cour de Sûreté de l'Etat. Qui est-il ?

Militant marxiste-léniniste de «L'Humanité Rouge», Romain est ouvrier municipal à Lorient. Il est né en 1950, dans une famille de petits paysans à Plouhinec en Bretagne. Fils du peuple, il connut vite la réalité de l'exploitation capitaliste, et sa volonté d'en finir avec elle ne cessa de se renforcer au fil des années. A la ferme, la vie était difficile. Joindre les deux bouts y est un problème permanent. A quatorze ans, Romain devenait apprenti. Et là, il connaissait le sort qui est celui de tous les jeunes livrés au patronat : faire de longues semaines de travail pour ne toucher que... 120 francs par mois. Dans les difficiles conditions qui sont celles des apprentis, Romain engageait néanmoins la lutte contre le patron. Dès lors, il n'allait cesser de se battre contre l'exploitation capitaliste. Et c'est ce combat qui allait plus tard l'amener à rejoindre les rangs de «L'Humanité Rouge».

C'est d'abord au Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC) qu'il fut militant. A Vannes, il fut permanent de cette organisation. A ce poste, il développa une activité incessante. Il ne cessait de se déplacer dans les campagnes pour discuter avec de nombreux jeunes et c'est ainsi qu'il se lia très étroitement à un grand nombre d'entre eux.

Plus tard, Romain quitta le MRJC et devint employé à la mairie de Lorient. Militant syndicaliste à la CFDT, il y a déployé une grande activité. C'est l'un des responsables de la section CFDT des communaux de Lorient. Il est également conseiller syndical de l'union locale et membre du bureau départemental des communaux. C'est à ce titre qu'il a contribué à la création de sections syndicales de communaux dans la région : à Larmor, à Port Louis, à Locminé, etc... Son activité lui vaut l'estime de nombreux travailleurs. Militant syndical, Romain est devenu aussi militant marxiste-léniniste, agissant pour la préparation de la révolution prolétarienne. Il défend les idées du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, interdit le 12 juin 1968.

Et c'est parce que Romain est un combattant révolutionnaire, agissant pour en finir avec le capitalisme, qu'il est aujourd'hui emprisonné.

Voici maintenant les faits qui ont conduit à son arrestation et sur lesquels Poniatowski a menti dans une lettre qu'il a adressée le 10 juin au maire de Lorient.

Le 6 avril, trois militants de «L'Humanité Rouge» discutaient dans une voiture en stationnement. Survint une voiture de la brigade spéciale de nuit de la police de Lorient. Les flics interpellent nos camarades, fouillent la voiture sans rien y trouver. Ils les accusent d'être les auteurs de collages d'affiches et de bombages signés du PCMLF, alors que des témoins peuvent affirmer que ces bombages ont été faits plusieurs jours auparavant. Et c'est ce que les flics appellent un «flagrant délit» ! Des perquisitions auront lieu le surlendemain, avec l'appui d'importantes forces de police. Nos camarades sont arrêtés et transférés à Paris. Ils sont inculpés de «reconstitution du PCMLF». Après quelques jours, tous sont relâchés sauf Romain. Depuis, Romain n'a cessé d'avoir en prison l'attitude qui doit être celle de marxistes-léninistes face à la justice bourgeoise. Il refuse de collaborer avec elle, il refuse de se plier à ses exigences telles que se soumettre à une expertise psychiatrique. Dans une de ses dernières lettres, il déclare : «Je n'ai aucun compte à rendre à la bourgeoisie de mon pays ! Oui messieurs les bourgeois, je demande que la justice soit faite sur cette affaire ; mais par le peuple.»

A plusieurs reprises, la Cour de Sûreté de l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement, a repoussé ses demandes de mise en liberté et voici le motif qu'invoquait le 18 juin dernier le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat : «L'inculpé tente par tous les moyens de paralyser le déroulement de l'information, sans même évoquer un motif à l'appui de ses demandes réitérées. Cette attitude est conforme à celle qu'il a cru devoir adopter devant le magistrat instructeur : refus de signer tous les actes de la procédure, refus de se soumettre aux examens des experts psychiatriques, emploi de moyens dilatoires divers pour retarder l'expertise en écriture rendue nécessaire par ses dénégations et son mutisme persistant».

La bourgeoisie ne peut lui pardonner d'adopter une attitude ferme, lui niant le droit de le juger.

Depuis que Romain est emprisonné la solidarité n'a cessé de se développer et a pris des formes multiples. Des manifestations se sont tenues, des meetings ont eu lieu. De nombreux syndicats et sections syndicales CFDT ont exigé sa libération. Des milliers de travailleurs ont signé des motions, de nombreuses lettres ont été envoyées à Romain.

Des personnalités parmi lesquelles les professeurs Minkowski, Milliez, Simon, Grémy, des avocats comme Maitres Pollak, Dissler, des cinéastes, des écrivains, ont lancé un appel en faveur de sa libération.

A Lorient, il a été réélu conseiller syndical de l'UL CFDT.

La solidarité a également pris une dimension internationale. Des témoignages de solidarité nous sont venus des marxistes-léninistes de Belgique, d'Allemagne, de Grèce, de Turquie, d'Islande, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de Tunisie, du Portugal, du Danemark.

Aujourd'hui en France et hors de France des milliers et des milliers de gens exigent la liberté pour Romain.

Cela en dépit du complot du silence organisé par les moyens d'information de la bourgeoisie, de droite ou de «gauche». Des conférences de presse ont été organisées, des communiqués ont été transmis : tout cela s'est heurté à un mur de silence délibéré. Ce silence est le résultat des consignes du gouvernement ainsi que des dirigeants du PCF.

Non seulement «L'Humanité» s'est bien gardée de parler de Romain, mais à Lorient les responsables révisionnistes ont essayé de discréditer Romain en faisant courir des bruits destinés à justifier la répression.

C'est ainsi qu'au cours d'une réunion avec la CFDT, un représentant du PCF voulut faire croire qu'on avait trouvé chez Romain le plan de l'arsenal de Lorient, ce qui évidemment est faux. Tout cela pour en conclure que Romain n'était pas défendable. Ce monsieur devait dire encore qu'il tenait ces informations des Renseignements Généraux. Il devait encore dire : «Ils nous donnent des informations, on leur en donne aussi». Depuis, ils n'ont cessé de faire courir des bruits, mais en vain. On doit encore indiquer qu'ils n'ont pas hésité à agresser physiquement nos camarades qui distribuaient des tracts et notamment l'un des inculpés.

Tout cela n'a pu empêcher deux grands rassemblements de se tenir à Lorient : en mai et en juillet. Le premier de 1500 personnes et le second d'un millier.

Comme nous l'a appris Mao Tsé-toung : «Être attaqué par l'ennemi est une bonne chose et non une mauvaise chose».

La solidarité s'est développée également en dépit de certains individus de «Libération» qui ont eu recours soit au silence soit aux articles mensongers. En dépit aussi de ces drôles de «marxistes-léninistes» de la GOP qui ont refusé de s'associer dans certaines actions syndicales à des motions de protestation, déniaient à Romain le titre d'ouvrier marxiste-léniniste.

La haine de tous ces individus est au fond un hommage.

Si beaucoup a été fait déjà, cela reste insuffisant puisque Romain est toujours emprisonné.

Plus que jamais il est nécessaire de multiplier les initiatives, de briser le complot du silence ; il faut que des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent dans les entreprises, les quartiers, les campagnes, les écoles, pour exiger :

**LIBÉREZ ROMAIN LE GAL !  
A BAS L'INTERDICTION DU PCMLF !**

Article adressé au Quotidien du Peuple par la rédaction de «L'Humanité Rouge».



**1<sup>er</sup>  
ANNIVERSAIRE  
CAMPAGNE  
D'ABONNEMENTS  
EXCEPTIONNELS**

# POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'attente dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, ammagasiner de nouveaux repêchages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements,

lié au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

## LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### - A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



### - Et à un livre ou un disque au choix

- \* Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
  - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
  - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
  - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

#### \* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs étrangers

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



### - Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

#### REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
  - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
  - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
  - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
  - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
  - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
  - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
  - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
  - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
  - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
  - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
  - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
  - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
  - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

#### - Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

#### Mode de Versement :

- En une fois.....
- En trois fois.....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au  
Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19



## Le dernier film de Bertolucci : DE «1900» AU «COMPROMIS HISTORIQUE»

Paysages lumineux d'Emilie, scènes de moissons, sous-bois à contre-jour, c'est dans un défilé de très belles images que Bertolucci inscrit l'histoire du mouvement paysan italien, avec son film «1900». Essayant de sortir de l'intellectualisme et de l'esthétisme de films comme «Le Conformiste» ou «La Stratégie de l'Araignée», Bertolucci prétend faire un film qui réponde aux aspirations du peuple à connaître et revivre, par l'image, l'histoire de ses luttes.

S'agit-il vraiment d'une épopée révolutionnaire ? Les comparaisons avancées avec Eisenstein et Doujeko sont-elles justifiées ? Certes, il y a de grandes scènes, où l'on voit le mouvement des masses en action : le début d'une grève, la résistance contre la répression, l'enterrement des victimes des fascistes. Mais, ce qui est gênant, c'est que ces grands moments sont des passages, de belles pages qui s'inscrivent assez mal dans un montage marqué par une très grande discontinuité avec des ruptures de ton et de style incessantes. Du point de vue de l'analyse du fascisme, «1900» est en progrès sur «Le Conformiste» et beaucoup d'autres films italiens. Le fascisme n'est pas

décrit comme le résultat de la névrose de certains individus ou le symbole d'une perversion fatale chez tout être humain. On nous montre bien que le parti fasciste est créé par les propriétaires fonciers qui se cotisent quand ils n'arrivent plus à faire face aux luttes des paysans.

Mais Bertolucci cède à une tentation très propre au cinéma italien : il met la montée des luttes, la prise de conscience du peuple sur le même plan que la décadence de la bourgeoisie. Cette décadence, il la peint avec

une complaisance suspecte. Dans le film, les personnages de la bourgeoisie sont des salauds, c'est certains, mais ils sont beaucoup plus fouillés et, finalement, plus intéressants. Le gâtisme du propriétaire foncier, remarquablement interprété par Burt Lancaster, est fort intéressant. On retrouve un thème bien connu : le personnage du Régent, par Tavernier, dans «Que la fête commence», celui interprété par Brialy, dans «Le Juge et l'Assassin» : l'aristocrate décadent qui accède, à une connaissance cynique de

l'histoire et se suicide avec beaucoup d'allure. A côté de cela, dans le camp du peuple, les personnages sont moins intéressants. Le vieux paysan campé par Sterling Hayden, est majestueux mais un peu schématique. Quant au personnage de «l'institutrice révolutionnaire», il manque d'étoffe, reste peu crédible.

Les relations des deux personnages principaux, Olmo, fils de paysan, et le fils du propriétaire foncier, permettent de comprendre en fin de compte le sens du film : conciliation entre le peuple et la bourgeoisie. Vouliant illus-

trer la lutte de classes par le destin de deux individus, Bertolucci fait naître le même jour, en 1900, ses deux héros. Bien sûr, tout va les opposer, et ils commencent à se battre dès leur plus jeune âge. Pourtant des choses les rapprochent : le fils du patron est révolté par l'atmosphère morbide qui règne dans sa famille, tandis qu'Olmo est un bâtard ; ce sont des «marginiaux» ! Si Olmo devient révolutionnaire, l'autre ne deviendra pas complètement fasciste ; c'est un personnage secondaire, le régisseur qui sera «le fasciste». Et les deux amis d'enfance pourront toujours dialoguer même dans les moments les plus difficiles.

La conclusion de tout cela est claire : la cible de Bertolucci, c'est la vieille bourgeoisie foncière du 19<sup>e</sup> siècle avec beaucoup d'aspects féodaux, mais il semble que, pour lui, on puisse dialoguer avec la bourgeoisie italienne moderne, même si elle est «trompée» un moment par le fascisme. Le «compromis historique» du PCI avec la Démocratie-Chrétienne n'est pas loin à l'horizon. Bertolucci aurait sa place au générique de «1900».

J.-P. C.



MERCREDI 8 SEPT.

TF1

19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Le village englouti  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Voyage à l'étranger. Film TV  
22 h 20 - L'épreuve des faits  
23 h 20 - JOURNAL et fin

A2

15 h 00 - Flash d'informations.  
15 h 05 - Aujourd'hui madame  
15 h 55 - Bonanza. Série.  
16 h 45 - Viens avec nous  
17 h 15 - Teva. Feuilleton  
18 h 05 - Dessin animé  
18 h 15 - Ce jour-là, j'en témoigne.  
15 août 44. Débarquements et grèves.  
18 h 40 - Le palmars des enfants  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 40 - Bonjour Paris  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Un shérif à New York. Série  
21 h 45 - Rendez-vous avec Michel Bouillon Spéléologue  
22 h 40 - JOURNAL et fin

FR3

19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 40 - Tribune Libre  
19 h 55 - Flash Journal  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Un film, un auteur A l'Est d'Eden Film américain 55  
22 h 20 - JOURNAL et fin

### feuilleton

# LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Après avoir marché encore un moment dans les nuages, Ah Q rentra au Temple de la Protection des Récoltes, complètement dégrisé. Ce soir-là, le vieux gardien du temple se montra particulièrement aimable ; il l'invita à prendre du thé. Ah Q en profita pour lui demander deux galettes et après qu'il les eut mangées, il lui réclama une chandelle de quatre onces qui avait déjà servi et un chandelier. La chandelle allumée, il se coucha seul dans sa petite chambre. Il éprouvait un sentiment tout neuf, une joie ineffable. La lumière de la chandelle dansait comme pour une veillée de Jour de l'an, et ses pensées se mirent à danser aussi.

«Une rébellion ? très amusant... arrive une troupe de révolutionnaires en heaume blanc et armure blanche, ils portent des sabres, des masses d'acier, des bombes, des fusils étrangers, des épées acérées à double tranchant, des lances avec des crochets. Ils passent par le Temple de la Protection des Récoltes ; ils s'écrient : «Ah Q, viens avec nous ». Et nous partons ensemble...

«C'est alors que cette clique d'hommes et de femmes du village se rendent ridicules ! Ils sont à genoux et ils crient : «Ah Q, laisse-nous la vie sauve ! » Plutôt que je les écouterai. Les premiers à mourir seront le Petit D et M. Tchao, puis le Bachelier, puis le Faux Diable étranger... en épargnerai-je quelques-uns ? Peut-être Wang-le-barbu ; mais non, je ne veux plus de lui non plus...

«Et les biens... j'entre directement et j'ouvre les coffres, il y a des lingots, des pièces d'argent, des blouses de nansouk... D'abord, faire transporter le lit de Ningpo de la femme du Bachelier dans le Temple de la Protection des Récoltes, puis les chaises et les tables de la famille Tsien... ou tout aussi bien celles de la famille Tchao. Moi, je ne toucherai à rien, ce sera le Petit D qui fera le déménagement. Il faudra qu'il travaille vite, sinon gare aux gifles !...

«La jeune sœur de Tchao Se-tchen est vraiment laide. La fille de la Septième belle-sœur Tseou, on en reparlera dans quelques années. La femme du Faux Diable étranger, elle accepte de coucher avec un homme sans natte... hum... ce n'est pas une femme comme il faut. La femme du Bachelier a une cicatrice à la paupière... Il y a très longtemps que je n'ai pas revu Wou Ma. Je ne sais pas où elle est... dommage que ses pieds soient si grands».

Ah Q n'était pas arrivé à une décision qu'il ronflait déjà. La chandelle de quatre onces s'était raccourcie presque d'un demi-pouce et la flamme rouge éclairait sa bouche entrouverte.

— Oh, oh ! s'écria-t-il soudain en levant la tête pour inspecter les alentours d'un regard égaré, mais ses yeux s'étaient à peine posés sur la chandelle qu'il retombait endormi.

Le lendemain, il se leva très tard. Dans la rue, tout était comme à l'ordinaire. Naturellement, il avait faim, mais il eut beau se torturer l'esprit, aucune solution ne se présentait. Pourtant, à un moment, il fut sans doute pris d'une idée subite, car, en marchant sans hâte, avec intention ou non, il arriva au Temple du Paisible Perfectionnement.

Avec ses murs blancs et sa porte noire, le temple était aussi calme qu'au printemps. Il réfléchit un instant et alla frapper à la porte. A l'intérieur, un chien se mit à aboyer. Il ramassa précipitamment quelques morceaux de brique et se remit à frapper plus fort. La porte était passablement grêlée lorsque enfin il entendit qu'on venait lui ouvrir.

Serrant ses bouts de briques, les jambes bien écartées, Ah Q se mit rapidement en position pour attaquer le chien noir. Mais la porte du temple ne fit que s'entrebailler, aucun chien ne s'élança à

l'extérieur, et par la fente il aperçut la vieille nonne.

— Qu'est-ce que vous voulez encore ? demanda-t-elle avec un tressaillement de frayeur.

Ah Q bredouilla une vague réponse :

— C'est la révolution, vous ne le savez pas ?  
— La révolution, la révolution, nous avons déjà eu une révolution... Qu'est-ce que vous voulez encore faire comme révolution ? gémit la vieille les yeux rouges d'avoir pleuré.  
— Comment ? Ah Q n'en croyait pas ses oreilles.  
— Vous ne savez donc pas qu'ils sont passés faire la révolution ici ?  
— Qui ? Ah Q était de plus en plus étonné.  
— Le Bachelier et le Faux Diable étranger !

La nouvelle était tellement inattendue que Ah Q resta cloué de surprise, et la vieille nonne en profita pour refermer prestement la porte. Lorsque Ah Q se remit à la secouer, elle demeura inébranlable et il eut beau frapper, personne ne lui répondit.

Cela s'était passé dans la matinée. Le Bachelier, qui était toujours au courant des nouvelles, avait appris que les révolutionnaires étaient entrés dans la ville la nuit précédente. Il avait aussitôt roulé sa natte sur son crâne, et de bon matin, était allé rendre visite au Faux Diable étranger de la famille Tsien avec lequel il avait toujours été en mauvais termes. C'était un temps de renouveau général, aussi leur entretien fut-il très cordial, ils se découvrirent les mêmes points de vue, les mêmes sentiments et décidèrent de faire la révolution ensemble, en camarades.

(à suivre)



